

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Manifestation-contre-la-politique-economique-d-Uribe-en-Colombie>

Manifestation contre la politique économique d'Uribe en Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 13 octobre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Bogota, Le mardi 12 octobre 2004

Des milliers de Colombiens, surtout des salariés, paysans, indiens et étudiants, ont manifesté mardi contre la politique économique du président Alvaro Uribe, contre son éventuelle réélection et contre le Traité de libre échange avec les États-Unis, lors de l'une des protestations civiles les plus importantes des derniers mois.

Parallèlement au défilé, organisé par les centrales ouvrières, les fonctionnaires avaient décrété une grève de 24 heures. Plusieurs marches ont démarré en fin de matinée et les plus suivies devaient avoir lieu dans l'après-midi. À Bogota, les organisateurs ont prévu de réunir plus de 300 000 personnes et d'autres mobilisations sont programmées dans de grandes villes comme Medellin, Cali, Barranquilla ou Cartagena.

« À Bogota, la situation est tranquille, grâce aux dispositifs mis en place », a indiqué le général Hector Garcia, chef de la police de la ville, qui a indiqué que des agents patrouillent dans les rues où doivent défiler les manifestants et à proximité des sites stratégiques.

La mairie a indiqué que 10 000 policiers et 2000 militaires ont été déployés et le port d'armes est prohibé jusqu'à mercredi. Lundi, 140 employés du secteur de santé, des étudiants, indigènes et des afro-colombiens avaient pris le contrôle pendant 12 heures de trois églises de Bogota : ils ont obtenu une rencontre avec le vice-président Francisco Santos.

Les manifestants protestent contre de nouveaux projets fiscaux et de réforme du système des retraites du gouvernement ainsi que contre le projet d'accord de libre échange en cours de négociations avec les États-Unis. Ils sont inquiets aussi de la crise du secteur de la santé et de la hausse des tarifs des services publics.

Ils rejettent aussi un projet de loi sur le point d'être approuvé au parlement qui permettrait au président Uribe de se présenter pour un deuxième mandat en 2006.